



Les syndicats déplorent l'absence de contreparties

L'ensemble des organisations représentant salariés et fonctionnaires dénonce une absence de suivi des 100 milliards d'euros d'aides publiques.

Pour la CGT, le plan de relance a un seul aspect positif. « C'est la démonstration que lorsque le gouvernement veut trouver des moyens financiers, il y parvient », remarque Céline Verzeletti, du bureau confédéral. Qui rappelle, cependant, que 40 des 100 milliards annoncés proviennent de l'UE. « Or, cette dernière a toujours conditionné ses aides à la mise en œuvre de politiques de libéralisation économique et de réduction de la dépense publique. » Ce qui explique que le premier ministre n'a annoncé ni l'abandon de la réforme des retraites, ni de celle de l'Unedic... « Alors que des centaines de milliers de salariés risquent de perdre leur emploi, il aurait fallu commencer par ça », insiste Céline Verzeletti, avant de critiquer le « laisser-faire du gouvernement, qui ne s'oppose pas aux plans de licenciements ». Elle déplore, enfin, l'absence de revalorisation des minima sociaux. « Rien pour ceux qui subissent la crise. Par contre, un flot d'argent public pour les entreprises sans aucune contrepartie », dénonce-t-elle.

Du côté de FO, cette absence de contreparties pose également un sérieux problème. « Beaucoup de suppressions d'emplois sont annoncées en ce moment, déplore Yves Veyrier. Il est indispensable qu'il y ait

une évaluation de l'efficacité des aides publiques. Pour l'activité réduite, il devrait y avoir des conditions immédiates comme l'interdiction de licencier. Il faudrait aussi pouvoir se prémunir de la captation des aides publiques par les donneurs d'ordre sur les sous-traitants. » Le pouvoir d'achat est aussi un des grands absents de ces mesures censées redresser le pays. « La question des salaires aurait dû être abordée », estime Yves Veyrier, à l'instar de la CGT.

François Hommeril, président de la CFE-CGC, regrette « que le gouvernement, comme les précédents, prenne le problème toujours par le même bout de la loupe de la compétitivité-coût : c'est une erreur fondamentale. Si le coût salarial était un indicateur de la compétitivité des entreprises, le Bangladesh serait le premier pays du monde ! ».

Le secrétaire général de la FSU, Benoît Teste, s'inquiète quant à lui des conséquences de ces « cadeaux » sur les finances publiques. « Le gouvernement fait le choix de réduire les ressources de l'État et des collectivités locales », pointe-t-il. Il déplore l'absence des services publics dans ce plan de relance. « Dans l'éducation nationale, la lutte contre la pandémie et l'accueil des élèves dans de bonnes

conditions nécessitent des recrutements immédiats », plaide-t-il. Il estime aussi que l'éducation a un rôle à jouer face à la crise économique et pour la réussite de la transition écologique.

Dans la lutte contre le chômage, le compte n'y est pas non plus. Les 160 000 emplois censés être créés avec ce plan de relance sont « en dessous de tout » pour Simon Duteil, secrétaire national de l'union syndicale Solidaires. « Au regard des 100 milliards d'euros, c'est très peu. La somme fait peut-être un effet impressionnant mais il n'y a pas grand-chose derrière. Une autre mesure d'urgence aurait pu être prise, celle du partage du temps de travail. »

A contrario, la CFDT « salue des orientations qui restent à concrétiser » et demande à être associée au suivi du plan. Elle revendique a minima « un avis conforme du CSE sur l'utilisation des aides publiques pour garantir qu'elles seront bien investies, dans chaque entreprise, dans la transition écologique et l'emploi de qualité ». ■

par Pierre Henri-Lab, Cécile Rousseau,

